

Témoignage de Gabrielle Fontaine

En 1983, j'ai 34 ans, je suis mère de 3 enfants âgés de 14, 11 et 6 ans. 34 ans, c'est l'époque où, après s'être occupée de la construction de son foyer, on est prêt à se tourner vers les autres. Autour de moi, je suis confrontée à la bêtise dans l'école où j'enseigne, à l'injustice à l'École normale. Alors je choisis l'action, l'engagement. Je deviens directrice d'école puis formatrice à l'École normale. Dans ces divers milieux, je suis en contact avec des élus et je me rends compte que mon engagement doit aller plus loin. Si je veux changer les choses, je dois être élue. Et cette année-là, tout naturellement, je m'engage dans la cité avec une devise : «Pour la justice et contre la bêtise». Utopie diront certains... À l'époque, je continuais à travailler ; en tant que parent d'élèves, je donnais des heures au collège Saint-Michel où étaient scolarisés mes aînés ; et j'assurais une heure de catéchèse en paroisse. Pour moi, il n'y a jamais de frontière entre ma vie de chrétienne engagée dans une paroisse ou dans une école catholique et mon engagement dans la cité. C'est tout dans tout.

Lors de mon premier engagement dans la cité, j'occupais sous le majorat d'Auguste Legros les fonctions d'adjointe déléguée à la restauration scolaire et à l'information. Lourde tâche pour une jeune élue qui ne savait rien. Je me documentais, je me passionnais, je bousculais l'ordre établi car en principe, jusque là, seuls les anciens avaient le droit de s'exprimer et moins on savait de choses, mieux on se portait. De 1983 à 1989, j'ai donc travaillé à la restructuration des cantines scolaires.

Aujourd'hui, vingt-cinq ans après, je pense sincèrement qu'il y a encore des choses à faire et que l'on ne peut se satisfaire de la mise en place d'une minime partie de mes projets. À La Réunion, chacun le sait, il y a 24 communes et donc 24 délégués à la restauration scolaire. Forte des 20 000 inscrits dans les cent écoles de Saint-Denis à l'époque, pour une durée de fonctionnement de 175 jours par an, j'ai voulu pour faire avancer les choses, créer un groupe de réflexion incluant les 24 élus concernés. Mal m'en a pris, je me suis trouvée confrontée à une opposition de tous les maires, chacun voulant garder ses prérogatives. Je jouais les trouble-fête. Et la gauche et la droite travaillant ensemble au vu et au su de tout le monde, c'était impensable, même en rêve. Il faut se replacer dans le contexte de l'époque. L'opposition droite/gauche était à son paroxysme, entretenue par M. Debré qui, bien qu'il ait énormément fait pour La Réunion, a contribué à maintenir les élus de droite dans une certaine dépendance qui n'autorisait aucune initiative. C'était le début de la régionalisation, les années Mitterrand où l'on ressortait le spectre de l'indépendance, du largage. C'étaient aussi les prémices de la décentralisation... Nous étions à une sorte de tournant de notre histoire politique...

En 1988, lors des élections cantonales, contre l'avis de tous, je me suis présentée dans le sixième canton dans lequel je vivais à l'époque et où se trouvait bien implantée la famille de mon mari. Éluée dès le premier tour avec un score confortable, ce succès m'a donné une légitimité pour me permettre d'aller plus loin dans mes engagements. Au Conseil général, je n'ai pas accepté le diktat de la droite dure et je me suis inscrite dans le groupe des centristes qui avaient soutenu la candidature de Raymond Barre aux présidentielles.

Logiquement en mars 1989 lorsque les socialistes m'ont proposé de bâtir ensemble un projet pour la ville, riche de nos différences et à visage découvert, alors que la droite dionysienne ne me proposait rien, j'ai été conquise par l'idée et je suis devenue la première adjointe centriste d'un maire socialiste. Ce projet-là, il était en adéquation totale avec ma foi. A 40 ans, avoir les moyens de se mettre au service des autres en faisant passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers, c'est le projet de tout chrétien engagé quel que soit le domaine, économique, culturel ou politique.

Les premiers mois ont passé très vite. J'étais la seule de l'équipe à avoir une expérience électorale puisque j'avais été adjointe. J'avais renoncé au poste de complaisance que m'avait proposé l'inspecteur d'académie en lui préférant un départ à la retraite anticipé. Et j'étais disponible du matin au soir et du soir au matin, pour les services, pour mes collègues jeunes élus un peu déboussolés, en négligeant il est vrai, mais on ne peut être partout, les électeurs du 6e canton qui m'avaient donné une légitimité et que tout le monde, droite comme gauche, c'était de bonne guerre on dira, s'évertuait à détourner de moi, prétextant une trahison de ma part.

Il y a eu aussi la visite du pape Jean Paul II et cet instant merveilleux où j'ai pu l'approcher juste avant que son avion ne quitte le sol réunionnais, instant immortalisé par un photographe italien. La photo a atterri à l'évêché et l'évêque m'en a fait cadeau. C'est le point fort de ma mandature.

Petit à petit je me suis sentie seule, abandonnée ; les journalistes qui, au début, étaient de mon côté, se

sont acharnés. Par ailleurs, les choses se sont dégradées à Saint-Denis et dans l'équipe municipale. Les événements du Chaudron ont apporté le coup de grâce. Nous avons donné une telle espérance aux Dionysiens que la chute a été à la mesure de leur déception. Pendant toute cette période, une seule personne m'a ouvert sa porte, m'a écoutée, m'a redonné confiance, c'est Monseigneur, et je l'en remercie. Je ne pouvais et n'ai pu compter sur personne d'autre, hormis le Père Baratchard et les sœurs de Cluny (comme j'aime à le dire, je suis un pur produit de l'enseignement privé catholique et Cluny, c'est ma deuxième famille).

Après la débâcle des événements du Chaudron, il y a eu d'autres échéances, et parce que l'action est le seul moyen de ne pas sombrer, j'ai conduit une liste aux régionales de 1992. J'ai accepté d'être la suppléante d'un communiste à Saint-Pierre aux législatives. Je me suis présentée aux sénatoriales. Je me suis à nouveau présentée dans le 6e canton, sans succès. J'ai démissionné de mon dernier mandat, celui d'adjointe, en 1993 parce qu'il n'y avait plus de points communs entre le maire et moi et mon engagement à ses côtés reposait sur ce «deal».

Certaines personnes ont pu penser que j'ai vendu mon âme au diable. Non, je suis restée égale à moi-même, fidèle à ma devise de 1983, à savoir : «Pour la justice et contre la bêtise». Mon objectif était clair : il s'agissait de démontrer que toute personne, pour peu qu'elle soit déterminée et qu'elle ait un projet qui réponde aux attentes de la population, est digne de confiance. Les slogans électoralistes tels que les «coupe pas nous», «l'autonomie», «l'indépendance», «le tram-train vu comme trois bombes sous les pieds des Réunionnais», «la baisse des prix des médicaments» et j'en passe... sont des leurres pour empêcher les électeurs de réfléchir. Il faut cesser de se comporter en individualistes forcenés. Le vivre ensemble, c'est aider l'autre à faire le bon choix pour que La Réunion avance. Il ne faut pas se contenter du maintien des privilèges de certains au détriment de ceux des autres. Les élus pensent au qu'en dirat-t-on et à leur ré-élection au travers de faux sondages. Il ne faut surtout pas faire de vagues de peur de perdre sa parcelle de pouvoir. Les municipales et les cantonales sont importantes, mais les régionales se profilent aussi à l'horizon. Il n'y a pas de têtes pensantes ni d'éléments fédérateurs. Il faut que de nouvelles personnes s'affirment, osent se présenter maintenant. Le travail ne manque pas, je dirais même mieux, le service ne manque pas. Ne laissons pas aux autres le soin d'agir à notre place. Le paysage politique laisse entrevoir un grand vide. On se contente de la médiocrité. À élus médiocres correspondent des administratifs dépourvus de motivations.

La libération des ondes a eu du bon car elle a permis à chacun de s'exprimer. Mais les réponses au questionnement des gens au travers de Radio Free Dom, pour ne citer que la plus écoutée de l'île, au lieu de les tirer vers le haut, fragilisent les plus démunis une fois de plus, et les infantilisent en les enfermant dans leur médiocrité.

Quand on voit ce qui s'est passé pour le dossier des APE (accords de partenariat économique) : conformément aux règles de l'OMC, l'Europe a décidé d'ouvrir ses frontières, donc les nôtres, aux productions des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). Qu'ont fait nos élus ? Silence radio... Si l'évêque à travers la commission Justice et Paix n'avait pas réagi, aurions-nous eu une explication claire ? Il en est de même pour le scandale des éleveurs. La bêtise n'existe pas dans un seul camp, la justice n'est pas le seul apanage de la gauche.

En tant que chrétien, il est de notre devoir de nous engager et surtout de venir en aide à ceux qui ont le courage de s'engager au lieu de les enfoncer ou de les juger. Vous me direz alors pourquoi est-ce que je ne me ré-engage pas ? J'ai donné dix ans de ma vie à l'engagement politique avec ce que cela comporte comme frustrations au niveau familial et ma santé en a pris un coup. Aujourd'hui le Seigneur m'appelle ailleurs auprès de mon père atteint de la maladie d'Alzheimer. Mon mari et moi-même sommes devenus par la force des choses les parents de mes parents. Je voudrais que d'autres se sentent appelés par la fonction politique et soient épaulés par nous. Je suis prête à aider quelqu'un qui s'engagerait. La politique n'est pas sale. Il n'y a pas de fatalité, nous avons les élus que nous méritons. Je pense que l'un des effets positifs des événements du Chaudron a été la création du groupe interreligieux. Et les années difficiles passées et à venir ou l'électeur a dû ou devra apprendre à se positionner par rapport à des projets, et à des hommes et des femmes capables de les mener à bien, ces années difficiles ont vu la naissance de la commission Justice et Paix.

Nous sommes là pour dénoncer, certes, mais surtout pour construire et servir. Je pense que mes prises de position controversées de l'époque ont permis avec le temps que des élus de tendances politiques différentes travaillent ensemble sur un projet commun. L'avenir appartient à tous et à chacun. Nos

sommes unis dans une même communauté de destin, mais attention c'est nous qui sommes les maîtres de notre destin. L'Esprit Saint est à l'œuvre, sans aucun doute, mais il y a un dicton qui dit : «Aide-toi et le Ciel t'aidera»... il y a ceux qui prient et ceux qui agissent. Ne nous contentons pas seulement de prier, agissons. C'est notre devoir de chrétien aujourd'hui. C'est facile d'être chrétiens et croyants entre nous, c'est plus difficile d'être chrétien et croyant au sein de l'action politique.